

NDLR : ce document ne sera pas publié avec l'arrêté

Comme indiqué à l'article 3 de l'arrêté susvisé, l'exploitant énumère et justifie en tant que de besoin toutes les dispositions prises pour la conception, la construction et l'exploitation des installations afin de respecter les prescriptions du présent arrêté. En particulier, toutes les justifications à apporter dans le dossier d'enregistrement au regard des différents articles de l'arrêté sont décrites ci-dessous. Un même plan peut comporter plusieurs informations et descriptions. La nature des contrôles à réaliser lors de l'inspection de recellement est également précisée dans la dernière colonne du tableau ci-dessous. Seul l'arrêté fait foi pour fixer le contenu des prescriptions à justifier.

Prescriptions	Justifications à apporter dans le dossier de demande d'enregistrement		
Article 1er (champ d'application)	Classement sous la rubrique 2910-C / enregistrement		
		NOMENCLATURE ICPE	
		2781 – 1 –b Méthanisation d'effluents d'élevage et de matières végétale brute, déchets végétaux d'industries agroalimentaires, pour une capacité journalière de 59.72 tonnes de matières traitées environ	2781 - Installations de méthanisation de déchets non dangereux ou matière végétale brute, à l'exclusion des installations de méthanisation d'eaux usées ou de boues d'épuration urbaines lorsqu'elles sont méthanisées sur leur site de production 1. - Méthanisation de matière végétale brute, effluents d'élevage, matières stercoraires, lactosérum et déchets végétaux d'industries agroalimentaires : b) La quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 30 t/j et inférieure à 60 t/j Soumis à enregistrement
		2910 Combustion, à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770, 2771 et 2971 Chaudière de 250 kW	C. Lorsque l'installation consomme exclusivement du biogaz provenant d'installation classée sous la rubrique 2781-1 et si la puissance thermique nominale de l'installation est supérieure à 0,1 MW : 2. Lorsque le biogaz est produit par une seule installation soumise à enregistrement au titre de la rubrique 2781-1 Soumis à enregistrement
		2920 Installation de compression	Installation de compression fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 105 Pa et comprimant ou utilisant des fluides inflammables ou toxiques : La puissance absorbée inférieure à 10 MW Non classé
		2160 Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable.	Dans le cas de la SARL LETANG HOCHÉ BIOGAZ : il s'agit de dalle béton, munis de 3 murs. Il n'y a pas de couverture rigide, ni de tours de manutention, de fosses de réception, de galeries de manutention, de dispositifs de transport (élévateur, transporteur à chaîne, transporteur à bande, transporteur pneumatique) et de distribution des produits (en galerie ou en fosse), des équipements auxiliaires (épierreurs, tarares, dépoussiéreurs, tamiseurs, séparateurs magnétiques ou tout autre dispositif permettant l'élimination de corps étrangers), de trémies de vidange et de stockage des poussières. Volume stocké au caisson sur site : 15 675 m³ Non concerné
Article 2 (définitions)	puissance déclarée, puissance totale de l'installation et le cas échéant : puissance maximale des appareils en fonctionnement simultané et description des appareils permettant de limiter le fonctionnement simultané des appareils de combustion	Le biogaz provient exclusivement du site (installations 2781.1 soumises à enregistrement) Chaudière biométhane / gaz pauvre : 250 kW PCI Torchère : non ciblée par la rubrique 2910C (article 2, définition de « appareil de combustion » : tout dispositif technique dans lequel du biogaz issu d'installation de méthanisation classée sous la rubrique n° 2781-1 de la nomenclature des installations classées est oxydé en vue d'utiliser la chaleur ainsi produite, tel que chaudière, turbine ou moteur, associés ou non à une postcombustion, à l'exclusion des torchères et des panneaux radiants ;)	
Article 3 (conformité de l'installation)	Aucune		
Article 4 (dossier installation classée)	Aucune		
Article 5 (implantation)	Plan d'implantation des locaux et bâtiments	L'unité de méthanisation est implantée sur la commune d'Epaux Bézu, dans le sud du département de l'Aisne, à proximité de Château Thierry	
		LOCALISATION DE L'INSTALLATION	
		Site 1 Commune Lieu-dit Références cadastrales	Site 2 OULCHY LE CHATEAU Grange aux Oisons ZC14 et ZB 10 (fosse géomembrane de stockage)
		L'installation est déjà existante et fonctionne actuellement sous le régime de déclaration des ICPE. PJ2 : Récupéré de déclaration ICPE	
		➤ Implantation par rapport aux tiers, aux captages et aux cours d'eau : L'implantation du site respecte les dispositions d'implantations imposées par les arrêtés, à savoir :	

		<ul style="list-style-type: none"> - La parcelle n'est pas située dans le périmètre de protection rapprochée d'un captage d'eau. - Les stockages sont éloignés en tous points de plus de 35 m de tous cours d'eau, captages, forages et stockages d'eau. - Les digesteurs sont situés à plus de 50 m des habitations (distance de l'habitation la plus proche à la parcelle : + de 250 m). ➤ Les appareils de combustion sont implantés de manière à prévenir tout risque d'incendie et d'explosion et à ne pas compromettre la sécurité du voisinage, intérieur et extérieur, à l'installation. Ils sont suffisamment éloignés de tout stockage et de toute activité mettant en oeuvre des matières combustibles ou inflammables. L'implantation des appareils doit satisfaire aux distances d'éloignement suivantes (les distances sont mesurées en projection horizontale par rapport aux parois extérieures du local qui les abrite ou, à défaut, les appareils eux-mêmes) : 10 mètres des limites de propriété et des établissements recevant du public de 1re, 2e, 3e et 4e catégorie, des immeubles de grande hauteur, des immeubles habités ou occupés par des tiers et des voies à grande circulation ; 10 mètres des installations des torchères et gazomètres des cuves, Les appareils de combustion doivent être implantés, sauf nécessité d'exploitation justifiée par l'exploitant, dans un local uniquement réservé à cet usage et répondant aux règles d'implantation ci-dessus. Lorsque les appareils de combustion sont placés en extérieur, des capotages, ou tout autre moyen équivalent, sont prévus pour résister aux intempéries. L'installation ne se situe pas au-dessus ou en dessous de locaux habités, occupés par des tiers ou à usage de bureaux, à l'exception de locaux techniques Elle n'est pas située en sous-sol. Les accès à l'installation se font sur une route communale goudronnée sur 500 mètres depuis la route principale reliant Epaux-Bézu à Bézuët. Pour prévenir les envois de poussière par temps sec, il sera demandé aux conducteurs des camions ou tracteurs de limiter leur vitesse sur cette petite portion du trajet. Pour les envois éventuels depuis le site, le maintien de haie telle qu'elle existe autour du site permet d'en limiter la propagation. Les surfaces libres sont engazonnées. Les intrants sont composés de matière végétales, notamment de l'ensilage de cultures intermédiaires à vocation énergétique (CIVE), de cultures énergétiques et de pulpes de betteraves surpressées. Il s'agit des cultures produites sur les terres du plan d'épandage. Les matières sont collectées par les tracteurs et les bennes des mêmes exploitants. S'agissant de matières végétales, il n'est pas prévu de laver les contenants. Un réservoir vertical d'un volume utile de 100m³ muni d'un système d'agitation et de maintien en température (Réseau de chauffage en provenance de la chaufferie biogaz du site) est dédié aux matières entrantes liquides (ringage des cuves de TEREOS).
Article 6 (envol des poussières)	Descriptions des mesures prévues	<p>Les cuves de méthanisation sont en béton. Les 3 cuves sont bardées d'aluminium de couleur vert (RAL 6003) et recouvertes d'une double bâche de couleur vert mousse (RAL 6005), bâche gazomètre servant au stockage du biogaz. Les couleures retenues réduisent au maximum l'impact visuel de l'installation.</p> <p>L'encaissement de 1 m des cuves (zone de rétention) et leur enterrage de 0,8 m permet de réduire leur hauteur de visibilité.</p> <p>Etant donnée sa géographie, le site n'est pas visible depuis le bourg de Epaux-Bézu. Seules les maisons du haut du hameau de Chantemerle voient la pointe des toits des cuves, de façon très limitée.</p> <p>La clôture est discrète, d'une hauteur de 2 mètres.</p> <p>Les installations – chaudière, installation d'épuration, installation d'injection et transformateur – sont verts (RAL 6003).</p> <p>Vis-à-vis de la route départementale 1, le site est peu visible. L'on aperçoit le haut des cuves.</p>  <p><i>Vue depuis la D1</i></p>
Article 7 (Intégration dans le paysage)	Descriptions des mesures prévues	<p>D'autres part, des objets (dalle funéraire, statues et verrière) rangés dans l'église d'Epaux-Bézu sont classés monuments historiques. L'éloignement du site, la topographie locale, l'implantation d'une haie dans le prolongement de celle existante sont autant de paramètres limitant les points de co-visibilité éloignés.</p>
Article 8 (localisation des risques)	Plan général des ateliers et des stockages indiquant les différentes zones de risque	<p>Les risques présents sur le site sont liés à la nature de l'activité : la production de biogaz.</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'explosion d'une atmosphère explosive (ATEX) ; - Un incendie du fait de la mise en œuvre de gaz et de matériaux combustibles ; - Une surpression ou dépression interne ; - Une intoxication au sulfure d'hydrogène ; - L'anoxie due à la diminution du taux d'oxygène dans l'air par dégagement de gaz (méthane ou dioxyde de carbone) ; - La pollution des sols et des cours d'eau lors d'une fuite ou suite à un incendie ;

- Les risques liés aux accidents de **circulation** (personnel ou camions) ;

Localisation des risques, classement en zones à risque d'explosion

→ **Formation d'une ATEX**

Une explosion (ou inflammation d'une ATEX) se produit lorsque les conditions suivantes sont réunies simultanément :

- Présence d'un gaz combustible : méthane (CH4),
- Présence d'un comburant : oxygène de l'air,
- Présence d'une source d'inflammation (flamme, étincelle),
- Concentration du gaz combustible comprise dans son domaine d'explosivité (LIE - LSE),
- Présence d'un confinement.

→ **Zonage ATEX**

Les risques d'explosion sont limités par une signalisation du risque ATEX, conformément à la réglementation.

Les zones ATEX, liées au risque d'atmosphères explosives sont régies par l'arrêté du 8 juillet 2003 qui clarifie la définition de ces zones.

Le matériel installé dans ces zones (électrique, thermique, hydraulique etc.) est conforme à la réglementation (décret 96-1010 transposant la directive 94/9/CE).

Une signalisation supplémentaire (accès interdit aux personnes non autorisées, défense de fumer, flamme nue interdite) est également mise en place.

L'INERIS propose un classement indicatif des zones ATEX d'une installation type. Sur la base de ce classement et en prenant en compte les spécificités d'une unité de méthanisation en voie sèche discontinue, les zones ATEX identifiées sur le site de l'unité de méthanisation sont décrites dans le tableau suivant.

Un plan général présentant les installations (plan pour les secours). La société Schmack Biogas GmbH, fournisseur de l'installation de méthanisation, a transmis les plans des zones ATEX (atmosphères explosives).

Les zones ATEX identifiées sont :

Les zones ATEX de niveau 2 (une ATEX n'est pas susceptible de se présenter en fonctionnement normal ou, si elle se présente néanmoins, n'est que de courte durée) situées au niveau des prises d'air et rejet d'air qui permettent le maintien d'un coussin d'air entre la membrane du gazomètre et la membrane de protection extérieure contre les intempéries ; et autour des soupapes de sécurité contre la surpression ou la dépression de ces gazomètres ;

Les zones ATEX de niveau 1 (une ATEX est susceptible de se présenter occasionnellement en fonctionnement normal), situées dans l'espace entre la membrane couvrant le gazomètre et celle en contact avec l'extérieur ;

Une zone ATEX de niveau 0 (une ATEX est susceptible de se présenter régulièrement en fonctionnement normal), située au niveau de l'injection d'oxygène dans le ciel gazeux du méthaniseur pour assurer la désulfuration du biogaz, en lien avec les mesures faites au niveau des cuves. Le ratio volumétrique production de biogaz / injection d'oxygène implique la consommation rapide d'oxygène.

Ces zones sont situées hors circulation habituelle de personnes ou véhicules. Tous les matériels utilisés à l'intérieur de ces zones (agitateurs au sein des fosses, bâches double peau pour le stockage du gaz ...) sont aux normes ATEX.

PJ3 : Zonage ATEX des installations.

→ **Signalisation ATEX**

L'accès aux zones 1 est interdit et celui aux zones 2 contrôlé par l'exploitant.

De plus, la mise en place d'une signalisation permettant d'informer de la présence d'une zone à risque est prévue. Les pictogrammes utilisés sont les suivants :



Pictogrammes affichés sur le site pour signaler les zones à risques

Les consignes particulières à respecter lorsqu'on travaille dans ces zones ATEX sont :

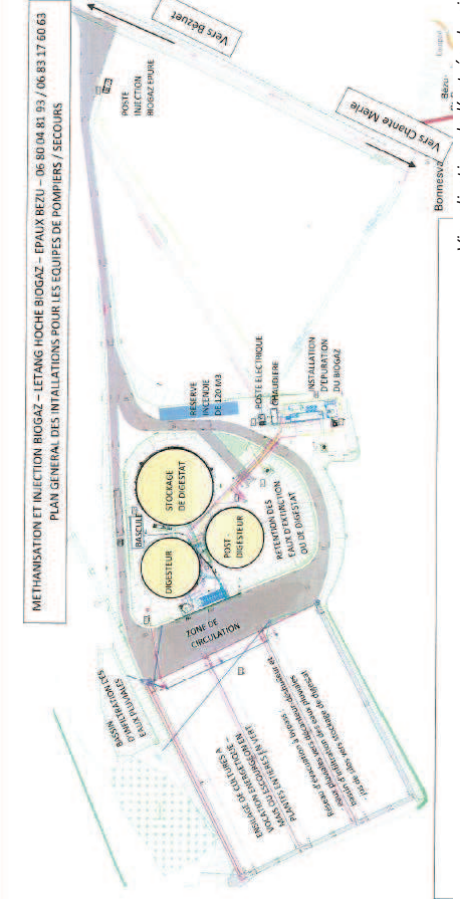
L'interdiction de feu et d'étincelles,

La nécessité d'un « permis d'intervention » en cas de travaux de réparation ou d'aménagement, toujours réalisés selon les conseils du fournisseur de l'installation de méthanisation – chaudière

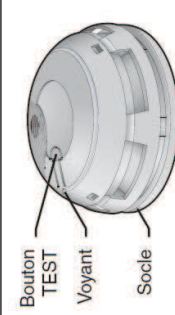
La nécessité d'un permis de feu s'il y a obligation d'intervention avec un point chaud (dans ce cas, la mise en sécurité préalable de l'installation sera faite conformément aux consignes données par le constructeur)



	<p>➤ Le digesteur, le post digesteur et les stockages de digestat</p> <p>Le processus de méthanisation s'effectue dans un milieu humide (+/- 10 % de MS), à une température constante (40 à 42°C) et en l'absence d'oxygène. La matière organique du digesteur et du post digesteur est maintenue en suspension dans le milieu aqueux grâce à des agitateurs pour en optimiser la dégradation. Le temps de séjour de la matière dans le digesteur est d'environ 60 jours. Le temps de séjour dans le post digesteur est identique.</p> <p>Le <u>digesteur</u> est une grande cuve béton enterrée de 0.80 m dans le sol, de 23 m de diamètre, 6 m de haut pour un volume de 2492 m³. L'isolation sous le radier est effectuée avec du styrodur de 5 cm d'épaisseur, celle de la cuve est effectuée avec 10 cm de styrodur. Le bardage de la cuve est en aluminium de profil 20/125, de couleur verte afin de permettre une bonne intégration dans le paysage.</p> <p>Le circuit de chauffage est composé de tuyaux en PE-RT appliqués le long des parois.</p> <p>L'agitation est effectuée au moyen de 4 agitateurs entraînés par des moteurs électriques, deux lents avec un diamètre important et deux plus petits avec un diamètre plus petit.</p> <p>La bâche de couverture à double membrane avec gazomètre intégré permet de stocker 902 m³ de biogaz.</p> <p>Des hublots permettent une observation quotidienne et précise de l'intérieur du digesteur, la surveillance est complétée par des capteurs de niveau et des sondes de pression du gazomètre.</p> <p>Le post-digesteur est une cuve aux dimensions identiques que le digesteur. Les caractéristiques d'isolation, de chauffage sont également similaires.</p> <p>L'agitation est effectuée au moyen de deux agitateurs entraînés par des moteurs électriques.</p> <p>La bâche de couverture à double membrane avec gazomètre intégré permet de stocker 902 m³ de biogaz.</p> <p>Des hublots permettent une observation quotidienne et précise de l'intérieur du post-digesteur, la surveillance est complétée par des capteurs de niveau et des sondes de pression du gazomètre.</p> <p>Le <u>stockage de digestat</u> est une cuve en béton de 30 mètres de diamètre, 6 mètres de hauteur avec un volume utile de 3885 m³, elle est enterrée de 0.8 mètre. La bâche de couverture à double membrane avec gazomètre intégré permet de stocker 1715 m³ de biogaz.</p> <p>Une fosse géomembrane de 8 000 m³ utiles (soit 9 495 m³ réels avec 4 m de profondeur) est installée à environ 800 m au nord-ouest d'Oulchy le Château, au sud de la D22 à la « Grange aux Oisons », sur les parcelles cadastrales ZC14 et ZB 10. Elle permet de stocker le digestat liquide de méthanisation brut provenant du stockage du site de méthanisation à Epaux-Bezu qui dispose actuellement d'une capacité de stockage de 4 815 m³. La capacité totale de stockage sera supérieure à 7,8 mois.</p> <p>➤ Caractéristiques des canalisations et stockages de gaz</p> <p>Le biogaz est stocké sous les 3 membranes souples des 3 cuves de l'installation à pression atmosphériques (2mbar). Ces membranes souples jouent le rôle d'évent d'explosion. L'étanchéité entre la membrane et la paroi de la cuve est assurée par un tuyau d'air comprimé qui vient pincer les 2 bâches du gazomètre entre les 2 lèvres du béton, engendrant l'étanchéité. La pression sous les membranes souples est contrôlée au niveau des soupapes de sur-et dépression (voir photo ci-après). Le liquide qui joue le rôle d'étanchéité dans la soupape est antigel, afin de garantir le bon fonctionnement des soupapes quelles que soient les conditions climatiques.</p>  <p>Vue sur la soupape de sécurité</p> <p>Les canalisations permettant le lien entre ces trois stockages, puis amenant le biogaz jusque l'installation d'épuration, sont repérées en jaune sur le site, avec le sens de circulation. Le gaz produit est acheminé vers l'installation d'épuration. En cas de problème sur cette installation d'épuration, et si les gazomètres sont pleins, le biogaz produit en excès peut être brûlé dans une torche spécifique. Le circuit en fonctionnement normal l'amène vers l'installation d'épuration. Une fois épuré (déshydratation, complément de désulfuration, séparation CH4/CO2), il est transféré vers le poste d'injection pour y être odorisé et analysé. Au cas où il ne serait pas suffisamment pur, il serait retourné vers l'installation de méthanisation pour être brûlé dans une deuxième torche dédiée à cet effet. Le plan des stockages et ss ci-joint permet de visualiser le trajet du biogaz produit et épuré au sein de l'installation.</p> <p>➤ Risque incendie</p> <p>Les matières entrantes (matières végétales) possédant un pourcentage de matières sèches compris entre 28 et 32 %, le risque d'incendie est limité au niveau des zones de stockages. En fonctionnement normal, le risque d'incendie est donc limité aux locaux techniques. Ceux-ci sont isolés et munis d'extincteurs appropriés. Le risque d'incendie est donc moindre et</p>	
--	--	--

		<p>peu fréquent.</p> <p>➤ Intoxication</p> <p>Des réactions de fermentation peuvent être initiées dans les zones de stockage de préparation du mélange avec pour risque de conduire à la formation de gaz toxiques, en particulier du sulfure d'hydrogène (H2S) et de l'ammoniac (NH3).</p> <p>Afin de limiter ce risque, la zone de stockage est ouverte, ce qui permet sa ventilation naturelle et évite les risques liés aux espaces confinés.</p> <p>➤ Circulation des véhicules</p> <p>La circulation des véhicules est réglementée à l'intérieur du site pour éviter tout accident :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Emplacements de stationnement autorisés ; - Vitesse réduite sur le site pour diminuer la gravité des éventuels accidents ; - Accès aux zones sensibles strictement réglementé. <p>De plus, le personnel conduisant les engins de manutention reçoit une formation spécifique à leur conduite.</p> <p>PJ4 : Plan général pour les secours, mentionnant les voies d'accès.</p>
Article 9 (état des stocks et produits dangereux et combustibles)	Aucune	<p>L'unité de méthanisation dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.</p> <p>Les récipients portent en caractères lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger, conformément à la législation relative à l'étiquetage des substances, préparations et mélanges dangereux.</p> <p>Un registre est tenu à jour indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus ainsi que des combustibles consommés, auquel sera annexé un plan général des stockages.</p>
Article 10 (propreté de l'installation)	Aucune	-
Article 11 (comportement au feu)	Description des dispositions constructives de réaction et de résistance au feu et le cas échéant de dérogation à ses dispositions	<p>Les bâtiments sont isolés de tous tiers d'une distance supérieure à 50 mètres et le container de la chaudière est implanté à une quarantaine de mètres des digesteurs.</p> <p>Les matériaux de construction utilisés sont des matériaux non sensibles au feu : du béton pour les fosses, de l'acier pour les containers.</p> <p>Egalement, les équipements de méthanisation ne sont pas à l'intérieur de bâtiments, l'installation d'épuration du biogaz est située dans un container spécifique, à distance du local chaudière. Les stockages de biogaz bénéficient d'un périmètre de 10 mètres autour d'eux sans aucune construction. Il en est de même pour les torchères. Ces positionnements limitent les risques de propagation d'un incendie.</p>

Prescriptions	Justifications à apporter dans le dossier de demande d'enregistrement	
Article 12 (accessibilité)	<p>Plan et note descriptive des dispositions d'accessibilité prévues</p> <p>En cas d'impossibilité technique de respecter les dispositions de l'article 16, l'exploitant proposera des mesures équivalentes permettant d'assurer l'accès au site pour les services de secours. Ces mesures doivent avoir recueilli l'accord des services départementaux d'incendie et de secours (SDIS) et cette attestation du SDIS doit figurer dans le dossier d'enregistrement. Ces aménagements peuvent ensuite être instruits pour avis du CODERST</p>	<p>L'installation de méthanisation est accessible depuis la route départementale 1 reliant Soissons à Château-Thierry, puis par la RD 87 reliant Bézuët à Épaux-Bézu, et par une voie communale goudronnée sur 500 mètres.</p> <p>Le site est desservi par une voie engin stabilisée répondant aux exigences des arrêtés du 12 août 2010 et du 8 décembre 2011.</p> <p>Cette route d'accès au site à une largeur de 3 mètres et à une hauteur libre permettent l'accès aux engins de secours en cas de sinistre. Sur le site en lui-même, un accès (en gris sur le plan ci-contre) permet de faire le tour du digesteur / post digesteur / stockage digestat.</p>  <p>Visualisation de l'entrée du site</p> <p>L'aire de circulation principale offre une aire de retournement de plus de 30 m de large.</p> <p>La réserve incendie de 120 m³ est installée à l'entrée à gauche du site d'installation de méthanisation, avec l'avis du centre de secours. La solution d'une poche souple a été retenue pour réaliser cette réserve incendie (garantie du volume disponible / moins grande sensibilité au gel).</p> <p>PJ6 : Avis du SDIS.</p>
Article 13 (désenfumage)	<p>Description du dispositif de désenfumage avec note justifiant les choix et le cas échéant de dérogation à ses dispositions</p>	<p>Les sols des aires de manutention et des aires de stockages sont réalisés en béton ou enrobé et sont équipés de caniveaux pour la collecte des jus et des eaux de ruissellement. Ils sont totalement ouverts.</p> <p>Les containers clos sont équipés de dispositifs de ventilation.</p> <p>Comme expliqué précédemment, le risque incendie à l'intérieur des digesteurs est très faible, il n'est pas prévu de dispositif spécifique de désenfumage dans les digesteurs. En cas d'incendie, les fumées et les gaz pourront être évacués par le clapet passif de surpression.</p> <p>Le container de la chaudière est équipé de son propre système de ventilation. Ce local, situé à l'écart du digesteur, post-digesteur, ne communique avec aucun autre local et n'abrite aucun poste de travail. Il n'est donc pas soumis aux prescriptions de l'article 13 de l'arrêté 2910-C.</p>

Article 14 (moyens de lutte contre l'incendie)	<p>Plan et note descriptive des dispositifs de sécurité mis en place. Indiquer le type d'agent d'extinction prévu et la quantité.</p> <p>Note de dimensionnement du ou des bassins contenant 120 m³, s'il y a lieu</p> <p>Description des mesures prises pour assurer la disponibilité en eau.</p> <p>En cas d'impossibilité technique de respecter ces dispositions, l'exploitant peut proposer des mesures équivalentes permettant d'assurer la lutte contre l'incendie, accompagnées de l'avis des services départementaux d'incendie et de secours (SDIS). Ces aménagements peuvent ensuite être instruits par avis du CODERST</p>	<p>➤ Evacuation des locaux</p> <p>En cas d'accident ou d'incendie nécessitant l'évacuation des locaux, le personnel sera mis en sécurité. Il devra évacuer les lieux, rejoindre le point de rassemblement et attendre les consignes. Une personne sera ensuite chargée de comptabiliser les personnes présentes.</p> <p>Des panneaux indiquant les personnes à contacter en cas d'incendie sont affichés sur le site. Les pompiers sont appelés au 18. Ils seront informés des dangers liés aux différentes installations, notamment concernant les risques d'émanations toxiques liées au gaz H2S.</p> <p>En cas d'atteinte aux personnes, le personnel devra appeler le SAMU au 15.</p> <p>➤ Secours contre l'incendie</p> <p>De jour, une alarme avertit le personnel d'un incendie. De nuit, l'alarme retransmet à un système extérieur qui prévient les secours.</p> <p>Au cas où un incendie se déclencherait, une consigne de sécurité affichée sur place précise les numéros d'urgence à appeler (téléphone fixe présent sur place), et la conduite à tenir.</p> <p>La survenue d'un incendie sur les installations de méthanisation doit entraîner l'arrêt des process. Pour ce faire, des alarmes incendie sont situées :</p> <ul style="list-style-type: none">dans le local de commande de l'installation de méthanisation,dans le local d'installation de l'épuration, et dans le bureau. <p>Dans tous les cas, cette détection incendie est connectée à la commande et arrête automatiquement les équipements.</p> <p>Des systèmes d'extinction spécifiques aux risques seront prévus : des extincteurs sont présents sur place en fonction des recommandations des pompiers, pour une première attaque du feu.</p> <p>Une réserve incendie (photo ci-contre), de 120 m³, est installée à l'entrée du site. La réserve incendie est visible sur le plan de masse. L'eau de la réserve est stockée dans une poche. Il n'y a pas de risque de gel.</p> <p>Plusieurs arrêts d'urgence (arrêts coup de poing) sont mis en place sur l'installation de méthanisation, pour arrêter le processus au cas où un accident se déclencherait à l'extérieur et nécessiterait cet arrêt pour éviter un effet domino.</p> <p>➤ Pollution accidentelle</p> <p>Les trois cuves (digestat, post digesteur et cuve de digesteur) sont posées sur une dalle béton, recouvertes de cailloux. Le sol est par conséquent étanche. Un talus bâché a été réalisé tout autour de l'unité de méthanisation, créant de ce fait une rétention.</p> <p>Après l'incident, les eaux seront analysées et en fonction de leurs qualités, elles seront exportées pour être traitées ou renvoyées vers le déboureur-déshuileur. Les déchets résultants d'un déversement accidentel seront éliminés conformément à leur nature (fuite d'hydrocarbure par exemple). L'export de ces déchets sera consigné dans le registre de suivi.</p> <p>PJ6 : Avis du SDIS.</p> <p>Des extincteurs sont répartis sur le site : au local bureau, au local épurateur 5kg / CO2, au local technique (pompe) et à proximité du digesteur. Ils sont de divers types suivant la zone à couvrir : dioxyde de carbone CO2 en 5kg, dioxyde de carbone CO2 en 2kg, à l'eau en 6 et 9 Litres ou à poudre AJ ABC en 6 et 9 kg.</p> <p>PJ11 : Fiche technique des extincteurs.</p>								
Article 15 (matériel utilisable en atmosphères explosibles)	Justificatifs de matériel utilisables dans les atmosphères explosives	<p>L'ensemble des équipements présents dans les zones ATEX ont été sélectionnés avec précautions et justifient de leur compatibilité avec ces zones d'atmosphère explosive. Le matériel utilisé dans ces zonages (catégories 1 et 3) est conforme à la réglementation, régie par le décret 96-1010, transposant la directive européenne 94/9/CE. La catégorie de matériel utilisé en fonction de la zone ATEX est la suivante</p> <table><tr><th>Zone ATEX</th><th>Catégorie de protection du matériel</th></tr><tr><td>Zone 0</td><td>Catégorie 1</td></tr><tr><td>Zone 1</td><td>Catégorie 2</td></tr><tr><td>Zone 2</td><td>Catégorie 3</td></tr></table> <p>Conformément au décret du 19 novembre 1996, le matériel utilisé est muni d'un marquage CE spécifique de protection contre les explosions, reprenant la catégorie, le type de zone (gaz, poussières ...).</p> <p>La mise en place du matériel est conforme au plan de zonage.</p> <p>Les justificatifs des matériels utilisés en zone ATEX seront fournis à l'inspection des installations classées lorsque les fournisseurs des équipements seront déterminés.</p> <p>Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturelle ne produisent pas de gouttes enflammées. Les boîtiers et les diffuseurs sont en polycarbonate, les clips de fermeture en acier à ressorts inoxydable.</p> <p>PJ7 : Document relatif à la protection contre les explosions. PJ8 : Fiche technique éclairage.</p>	Zone ATEX	Catégorie de protection du matériel	Zone 0	Catégorie 1	Zone 1	Catégorie 2	Zone 2	Catégorie 3
Zone ATEX	Catégorie de protection du matériel									
Zone 0	Catégorie 1									
Zone 1	Catégorie 2									
Zone 2	Catégorie 3									
Article 16 (installations)	Plan de l'installation électrique et matériaux prévus	L'ensemble des installations électriques nécessaires au fonctionnement de l'installation de méthanisation est conforme aux normes imposées, et en particulier les normes applicables dans les zones ATEX (Notamment normes EN 500 14/18/19/20, EN 600 79 – 14/17).								

électriques)	Indication du mode de chauffage prévu	<p>L'ensemble des appareils électriques nécessaires au fonctionnement de l'installation de méthanisation est conformes aux normes imposées (en particulier, normes des zones ATEX pour le matériel interne aux fosses de digestion et post-digestion comme les systèmes de brassage, le matériel interne au container chaudière). C'est à la fois l'expérience dont peut se prévaloir le constructeur, et la livraison d'un système « clé en main », qui limitent les risques liés à la conception de l'installation électrique. La vérification périodique du bon fonctionnement global de l'installation est incluse dans le contrat de maintenance avec le constructeur.</p> <p>La chaudière maintient la température du digesteur et du post-digesteur à 40-42°C. Elle consomme du biogaz produit par l'unité, elle a une puissance de 250 KWth pour répondre aux besoins durant les périodes de froid. Un circuit de liquide caloporteur va de la chaudière au digesteur et au post-digesteur à travers un circuit en PE-RT sur la paroi interne des cuves, est au contact de la matière. Le système possède un ballon d'eau chaude qui permet de réguler la température et la pression du liquide caloporteur. Elle est installée dans un conteneur en acier. Les tuyaux isolés pour rejoindre le digesteur et post-digesteur sont enterrés. Un coupe circuit et un arrêt d'urgence sont placés à l'extérieur.</p> <p>La conduite qui achemine le biogaz vers cette chaudière est équipée d'une vanne manuelle située à l'extérieur du caisson qui coupe l'alimentation de cette chaudière en cas de besoin.</p> <p>Les casiers existants sont réalisés en béton. Il en sera de même pour celui projeté. Il n'y a pas de risque de propagation du feu.</p> <p>La commande électrique de l'installation permet le suivi et l'enregistrement de toutes les opérations journalières notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> L'alimentation du digesteur, Niveau de remplissage des cuves, Analyseur de biogaz : quantité produite, stockée et qualité (CH4, CO2, H2S), Pression du biogaz dans les gazomètres, Sorties de digestat (tonnage), Agitateurs : fréquences et durées de fonctionnement, Purification du biogaz : quantité entrée et sortie, qualité du biométhane, taux de retour pour destruction par torchère, Compresseur : pression, fréquence. <p>L'ensemble des données est enregistré et stocké informatiquement sur l'ordinateur et sur le serveur du constructeur.</p> <p>Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturelle ne produisent pas de gouttes enflammées.</p> <p>PJ8 : Fiche technique éclairage</p> <p>Un ou plusieurs dispositifs placés à l'extérieur doivent permettre d'interrompre en cas de besoins l'alimentation électrique de l'installation.</p> <p>Vis-à-vis des casiers, il n'y a pas d'installation électrique.</p>
Article 17 (foudre)	Analyse du risque foudre	<p>L'exposition à la foudre est définie par deux indices, que sont la densité de foudroiement (niveau Ng, nombre d'impacts foudre par an et par km²), et le niveau kéraunique (niveau Nk, nombre de jours d'orage par an).</p> <p>L'un comme l'autre sont faibles dans la zone d'implantation du projet. En effet, la densité de foudroiement est de 1,5 et le niveau kéraunique de 15, ce qui ne classe pas l'Aisne dans les départements avec un risque de foudre important.</p> <p>Des mesures de sécurité ont été prévues : équipement des bâtiments contre la foudre (paratonnerre), équipements électriques reliés à la terre.</p> <p>Une analyse du risque de foudre (ARF) sera réalisée par un organisme compétent conformément à l'arrêté du 04/10/2010.</p> <p>Cette analyse identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée.</p> <p>PJ12 : Proposition commerciale pour analyse du risque foudre et étude technique</p>
Article 18 (ventilation)	Aucune	-
Article 19 (systèmes de détection et extinction automatiques)	Note sur les dispositifs de détection et d'extinction en place et leur pertinence	<p>La mise en place de capteur de fumée est réalisée dans les containers fermés : bureau, local technique pompe, chaufferie, container d'épuration.</p> <div>  <p>Bouton TEST Voyant Socle</p> <p>Détecteur de fumées DOFX Delta dore</p> </div>

		<h2>8. Caractéristiques techniques</h2> <ul style="list-style-type: none"> - Alimentation 1 pile Alcaline 9 Vdc type 6LR61 - Autonomie : 1 an selon les critères EN 14604 - Tension de signalisation pile basse : 6,7 Volts +/- 0,1V - Fréquences radio: 434 MHz - 868 MHz (Norme EN 300 220) - Equipement Hertzien de Classe 1 (peut être mis sur le marché et mis en service sans restrictions) - Equipement d'alarme radio - Portée radio : 200 à 300 mètres en champ libre (portée pouvant être altérée en fonction des conditions d'installation et de l'environnement électromagnétique). - Dimensions (mm) : Ø120 x 55 (h) - Température de fonctionnement : 0°C / +55°C - Poids (avec pile) : 220 gr. <div>   </div> <p>PJ13 : Fiche technique des détecteurs de fumées.</p> <p>Des extincteurs sont répartis sur le site : au local bureau, au local épurateur 5kg / CO2, au local technique (pompe) et à proximité du digesteur. Ils sont de divers types suivant la zone à couvrir : dioxyde de carbone CO2 en 5kg, dioxyde de carbone CO2 en 2kg, à l'eau en 6 et 9 Litres ou à poudre AJ ABC en 6 et 9 kg.</p> <p>PJ11 : Fiche technique des extincteurs.</p> <p>La détection incendie induit la mise en sécurité de l'installation (coupure gaz et électricité sauf matériel ATEX, ventilation, éclairage de secours etc).</p> <p>La détection incendie sera assurée par des détecteurs de fumée.</p> <p>Absence de système d'extinction automatique.</p> <p>Conformément à l'article 22 de l'arrêté du 12 août 2010, la maintenance des capteurs est effectuée semestriellement.</p> <p>Des mesures particulières de protection contre les explosions sont requises, pour le maintien de la protection de la sécurité et de la santé des travailleurs, lorsque des atmosphères explosibles dangereuses apparaissent en quantité dangereuse. Par analogie à ce constat fondamental, l'analyse des risques présentée dans ce concept de prévention des explosions se base sur un procédé itératif.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les sources d'émission sont collectées et évaluées : • Des mesures techniques ou organisationnelles pour empêcher ou limiter la formation d'atmosphères explosibles sont analysées quant à leur adéquation, en fonction des conditions limites techniques et économiques et, le cas échéant, leur mise en œuvre sera privilégiée. • Dans la mesure où des atmosphères explosibles ou même des explosions ne peuvent pas être évitées avec certitude, des mesures de protection techniques et organisationnelles sont prises. <p>Mesures opérationnelles : Le digesteur est construit de telle sorte qu'un apport d'air est évité grâce aux mesures suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Pression de l'air de soutien < à la pression de l'accumulateur de gaz • Protection du digesteur contre la sous-pression grâce à la surveillance de la pression • Dimensionnement suffisant des conduites de biogaz et de l'accumulateur de gaz • Surveillance du niveau de remplissage • Contrôle de la durée de fonctionnement des pompes • Étanchéité et résistance de l'enceinte • Garantie de la production de biogaz <p>L'apport d'oxygène pour la désulfuration biologique s'opère via une conduite circulaire dans la zone de la construction du toit du digesteur. Via une analyse régulière du biogaz, on s'assure que la concentration en oxygène ne monte pas à plus de 0,6 Vol%.</p> <p>PJ7 : Document relatif à la protection contre les explosions. PJ9 : Fiche technique – Méthanisation - La désulfuration biologique.</p>
Article 20 (événements et parois soufflables)	Justificatifs des matériaux utilisés pour limiter les effets de l'explosion	Mise en place de parois faibles sur le local chaudière pour limiter les effets d'une éventuelle explosion vers l'extérieur du local (grille d'aération, porte extérieure, ajout de sortie d'air et d'échappement).
Article 21 (alimentation en combustible)	Aucune	<p>Les conduites de gaz sont en polyéthylène haute densité (polyéthylène PEHD), ce qui lui donne des forces intermoléculaires fortes et résistance à la traction de faible densité de polyéthylène. Il est également plus difficile et plus opaque et peut supporter des températures un peu plus élevées (120 ° C pour de courtes périodes, 110 ° C en continu).</p> <p>Pour les conduites de BIOGAZ - PEHD avec raccords soudés – Testé en pression tous les 5 ans</p> <p>Pour les conduites de Biométhane : tuyauterie en PEHD – raccords soudés – Testé en pression tous les 5 ans et présence de débitmètre en sortie d'épuration et entrée poste GRDF.</p> <p>Comme le préconise le guide de l'INERIS « Règles de sécurité des installations de méthanisation agricole »,</p> <p>Les canalisations de biogaz :</p> <ul style="list-style-type: none"> - sont suffisamment résistantes aux fluides, à la corrosion et à la pression, - sont étanches et testées avant leur première utilisation. Sur le site de la SARL, elles sont ensuite testées en pression tous les 5 ans,

		<ul style="list-style-type: none">- sont facile d'accès et placées de préférence en surface : Sur le site de la SARL, les interconnexions entre les gazomètres des 3 cuves (digesteur/post-digesteur/stockage digestat) sont aériennes. Les canalisations reliées à la torchère, chaudière et au module d'épuration sont enterrées pour des raisons pratiques, de sécurité (risque d'accident au passage d'un engin limité) et visuelles.- constituées de tronçons soudés et ne pas passer à l'intérieur d'espaces confinés, notamment des locaux,- présenter des pentes afin d'évacuer les produits corrosifs et les condensats : ce point a été pris en compte dans la conception de l'unité. <p>PJ14 : Fiche technique caractéristiques canalisation de gaz</p>
--	--	---

Prescriptions	Justifications à apporter dans le dossier de demande d'enregistrement	
	Plan des canalisations et matériaux utilisés	
Article 22 I et II (stockage)	Plan et note justifiant la capacité de rétention	<p>Il n'y a pas d'important stockage sur site. Les petits stockage d'huile (entretien courant de petit matériel : pompes) fait sur place sont sur cuvettes de rétention à l'intérieur d'un local fermé à clef.</p> <p>Dans les casiers ne seront stockés que des matières végétales destinés à l'unité de méthanisation (ensilage de maïs, pulpes de betteraves, escourgeon ensilé CIVE, issus de céréale, déchets d'oignon, déchets de pommes de terre). Il ne s'agit pas de produits dangereux.</p> <p>➤ Rétention des liquides</p> <p>Les trois cuves sont posées sur une dalle béton encaissée, recouverte de cailloux. Le sol est par conséquent étanche. Un talus bâché a été réalisé tout autour de l'unité de méthanisation, créant de ce fait une rétention permettant de contenir sur place les eaux d'extinction d'un incendie qui se déclencherait sur l'installation de méthanisation. L'encaissement de 1 m des cuves (zone de rétention) et leur enterrage de 0,8 m permet de réduire leur hauteur de visibilité.</p> <p>Il n'y a pas d'important stockage sur site. Les petits stockage d'huile (entretien courant de petit matériel : pompes) fait sur place sont sur cuvettes de rétention à l'intérieur d'un local fermé à clef.</p> <p>➤ Produits toxiques ou très toxiques susceptibles d'être stockés</p> <p>L'unité de méthanisation n'a pas vocation à stocker des produits toxiques ou très toxiques. Un regard de collecte des eaux pluviales est situé à proximité de la bascule. Dans ce regard, une vanne est fermée en permanence. Quotidiennement le responsable du site effectue un contrôle visuel. Lors de fortes précipitations cette vanne est ouverte et les eaux pluviales sont dirigées vers le bassin d'infiltration.</p>
Article 22 III (stockage)	Indication des aires et locaux susceptibles d'être concernés	<p>➤ Stockage du digestat</p> <p>Le stockage du digestat se fera dans la fosse existante d'une capacité de 4 815 m³ (3 885 m³ utile) pour le stockage le digestat et dans la fosse géomembrane prévu (déclaration déposée en DDT en date du 01/06/2016) sur une parcelle d'épandage sur la commune d'Oulchy le Château d'une capacité de 9 495 m³ (8 000 m³ utile). Elle stockera le digestat liquide de méthanisation brut provenant du stockage du site de méthanisation à Epaux-Bézu.</p> <p>➤ Epandage du digestat</p> <p>Rf document joint : PLAN D'EPANDAGE d'une installation de méthanisation, soumise à enregistrement, sous la rubrique 2781-1.b, (Matière végétale brute et déchets végétaux d'industries agroalimentaires)</p> <p>➤ Eaux d'extinctions d'incendie</p> <p>Les cuves de méthanisation (digesteurs et cuve de stockage digestat) sont posées sur une dalle béton. Un remblai de sable a ensuite été effectué tout autour des cuves. Le volume de la rétention est de 3320 m³</p>
Article 22 IV (stockage)	Indication des quantités de produits très toxiques et toxiques susceptibles d'être stockés Note justifiant le volume de confinement, s'il y a lieu	
Article 23 (contrôle de la combustion)	Aucune	Sur le site, le biogaz est directement injecté dans le réseau. En terme d'appareil à combustion il n'y a que la chaudière. Celle-ci est positionnée à 10 mètres de la limite de propriété et des équipements de torchères et de gazomètres des cuves.
Article 24 (aménagement particulier)	Aucune	
Article 25 (surveillance de l'installation)	Description du système de surveillance	<p>L'exploitation est assurée par une équipe de 3 personnes, dont un responsable de site et 2 opérateurs assurant notamment les astreintes. Cette équipe est supervisée par un responsable d'exploitation.</p> <p>L'installation de méthanisation est visitée quotidiennement. Lors de ce passage les tâches suivantes sont réalisées : vérification du bon fonctionnement du l'installation d'épuration du biogaz, contrôle des paramètres de l'installation de méthanisation (au local technique, vérification des enregistrements des débits et teneurs en H2S de biogaz, vérification des températures, ...), alimentation du digesteur en matières solides si nécessaire (le pompage des matières pompables liquides étant automatisé). Des systèmes d'auto-surveillance (contrôle du niveau dans le digesteur et post-digesteur par exemple) existent aussi, et déclenchent au besoin une alerte au niveau du panneau de contrôle, alerte relayée auprès de l'exploitant et auprès du constructeur, ce dernier pouvant prendre la main à distance si nécessaire pour accompagner l'exploitant dans la gestion de l'alerte.</p>



Vue du site existant

		<p>Le contrôle de l'installation est effectué sur site, avec un dispositif permettant d'assurer un monitoring 24h sur 24, 7 jours sur 7. L'accès au site est interdit au public. Une clôture de deux mètres tout autour du site limite l'intrusion. Les visites sont encadrées.</p>
Article 26 (permis d'intervention)	Consignes à respecter lors de la délivrance d'un permis d'intervention ou de feu	<p>Toute intervention de maintenance et d'entretien doit être encadrée par une procédure sous la responsabilité des exploitants et en particulier pour les entreprises extérieures. C'est notamment le cas des travaux présentant l'apport de point chaud (découpage, meulage ébarbage, soudures etc.) : toute intervention fait l'objet d'un permis de travaux qui pourra être complété au besoin par d'autres permis (de feu, d'intervention en milieu confiné, etc.).</p> <p>Pour toute intervention dans les zones ATEX, le permis de feu est obligatoire, avec plan de prévention (obligation d'arrêt des installations, nettoyage préalable, contrôle d'explosivité éventuel...) et dès que les travaux présentent un risque potentiel d'incendie. La démarche du permis de feu comprend différentes phases qui se succèdent dans le temps : avant, pendant et après les travaux.</p> <p>Cette pratique est déjà réalisée par les exploitants.</p>
Article 27 (vérification périodique et maintenance des équipements)	Aucune	<p>Le constructeur s'assure que la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité, de lutte contre l'incendie, les installations électriques et de chauffage soit assurée.</p> <p>Une vérification régulière des installations est faite par l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Bon fonctionnement des machines et de leurs sécurités (arrêts d'urgence) ; - Inspection des installations électriques, des systèmes de ventilation ; - Vérification du bon état des extincteurs et des systèmes d'alerte, - Nettoyage régulier des aires de circulation et des locaux. <p>Des inspections sont réalisées (au moins annuellement) par des organismes agréés pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les installations électriques ; - Les appareils à pression ; - Les engins de levage et de manutention ; - Les extincteurs. <p>L'exploitant tient à jour un dossier comportant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les rapports des contrôles ; - Les résultats des dernières mesures sur les effluents et le bruit ; - Les registres d'entrée et de sortie ; - L'historique des accidents et dysfonctionnements survenus. <p>L'exploitation de l'unité de méthanisation nécessite d'alimenter tous les jours le méthaniseur. Ce travail sera complété par une surveillance visuelle de l'ensemble des cuves et installations et d'une lecture et enregistrement de toutes les données issues de la commande électrique.</p> <p>Par ailleurs, en cas de dysfonctionnement, la commande électrique est reliée au téléphone de la personne en charge de la surveillance et envoie une alerte.</p> <p>L'exploitation est assurée par une équipe de 3 personnes, dont un responsable de site et 2 opérateurs assurant notamment les astreintes. Cette équipe est supervisée par un responsable d'exploitation.</p> <p>Les personnes ont été formées par le constructeur du méthaniseur et de l'unité d'épuration du biogaz (Rf aux attestations de formation jointes en pièces 1). Un programme de maintenance est défini. Le constructeur réalise une maintenance plus poussée 2 fois par an.</p> <p>Le calibrage de l'analyseur de biogaz et de l'analyseur de biométhane est réalisé dans le cadre de cette maintenance par le constructeur.</p>
Article 28 (consignes d'exploitation)	Aucune	-
Article 29 (réserves)	Quantité de produits ou matières consommables nécessaires	-
Article 30 (entretien et travaux)	Aucune	-
Article 31 (conduite des installations)	Aucune	-
Article 32 (prélèvement d'eau)	<p>Plan d'implantation et note descriptive des forages et/ou prélèvements</p> <p>Justifier que le prélèvement ne se situe pas dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative ont été instituées au titre de l'article L 211-2 du code de l'environnement (zone de répartition des eaux, ZRE). Ces zones sont fixées par arrêté préfectoral et disponibles en Préfecture. Sinon, en cas de prélèvement en ZRE, le seuil de 80m³/h peut être abaissé à 8 m³/h sur demande de l'exploitant</p>	<p>Il n'y a pas de besoins spécifiques en eau pour l'installation de méthanisation</p> <p>Il n'y a pas de forage sur le site d'exploitation.</p> <p>Une fosse (béton, enterrée, couverte) de 2000 litres est présente sur site (à proximité du bassin d'infiltration) pour collecter les eaux de source drainées. Cette fosse est munie d'une pompe. Le trop plein est renvoyé vers le bassin d'infiltration. Cette eau sert au lavabos/wc et lavage de matériels ou process. Les eaux sales de wc sont traitées par un champ d'épandage.</p>

	<p>qui justifiera de la compatibilité de ce prélèvement avec les règles de la ZRE et prescrit par APC.</p> <p>Indication du volume maximum de prélèvement journalier effectué dans le réseau public et/ou le milieu naturel et selon le type de prélèvement, justification du respect des seuils prélevés figurant à l'article 32.</p> <p>Description des procédés de réfrigération mis en oeuvre le cas échéant.</p>
Article 33 (ouvrages de prélèvements)	Plan et note descriptive des ouvrages de prélèvements
Article 34 (forage)	Aucune

Prescriptions	Justifications à apporter dans le dossier de demande d'enregistrement	
Article 35 (collecte des effluents)	Plan des réseaux de collecte des effluents	Une fosse (béton enterrée couverte) de 2000 litres est présente sur site (à proximité du bassin d'infiltration) qui collecte les eaux de source drainées. Cette fosse est munie d'une pompe. Le trop plein est renvoyé vers le bassin d'infiltration. Cette eau sert au lavabos / wc et lavage de matériels ou process. Les eaux sales de wc sont traitées par un champ d'épandage.
Article 36 (points de rejet)	<p>Lorsque le rejet s'effectue dans un cours d'eau, il précise le nom du cours d'eau, le nom de la masse d'eau ainsi que le point kilométrique de rejet.</p> <p>Les objectifs de qualité et de quantité sont fixés dans les SAGE, les SDAGE et les programmes de mesures fixés au niveau de chaque bassin hydrographique. Ces données et documents sont disponibles auprès des agences de l'eau.</p> <p>Le flux généré par l'installation pour les paramètres visés à l'article 42 ne doit pas être supérieur à 10 fois le flux acceptable par le milieu. Pour chacun des paramètres de l'article 42, le calcul issu de la formule suivante doit être fourni. 10% <i>NQe paramètre Débit d'étiage du cours d'eau (VLE Débit max imal de rejet industriel)</i> Les NQe pour les différents paramètres sont disponibles dans l'arrêté du 25 janvier 2010 et dans la circulaire du 7 mai 2007.</p> <p>Le débit d'étiage (QMNAS) est disponible sur le site Internet : http://www.hydro.eaufrance.fr ou auprès des agences de l'eau.</p> <p>Lorsque le rejet s'effectue dans une STEP, il précise le nom de la STEP. Sous réserve de la fourniture de l'autorisation de déversement dans le dossier d'enregistrement ou à défaut de l'autorisation, une lettre du gestionnaire de la STEP indiquant l'acceptation des effluents, l'installation est alors considérée conforme aux exigences de cet article.</p>	<p>L'installation est conçue pour ne pas rejeter d'eaux souillées dans l'environnement.</p> <p>Dans les casiers ne sont stockés que des matières végétales destinés à l'unité de méthanisation (ensilage de maïs, pulpes de betteraves, escourgeon ensilé CIVE, issus de céréale, déchets d'oignon, déchets de pommes de terre).</p> <p>Il ne s'agit pas de produits dangereux.</p> <p>Tous les casiers existants sont bétonnés et sont réalisés de sorte que les jus d'écoulements puissent être collectés. Ils sont ensuite traités par méthanisation.</p> <p>Lorsque les casiers sont vides, les eaux pluviales collectées (eau de ruissellement) sont envoyées après passage par un bac décanteur déshuileur, vers un bassin d'infiltration. Les niveaux du bac décanteur-déshuileur sont contrôlés dans le cadre du plan de maintenance pour assurer sa fonctionnalité.</p> <p>Lorsque les casiers sont pleins, les jus de casiers sont renvoyés dans la cuve de stockage du digestats.</p> <p>Il n'y a pas de rejet dans le milieu.</p> <p>Le plan des réseaux d'eau est réalisé sur le plan de masse avant/après travaux.</p>
Article 37 (points de prélèvements pour les contrôles)	Plan comprenant la position des points de prélèvements	<p>Il n'y aura pas de rejet d'eaux résiduelles au milieu naturel.</p> <p>Les jus et eaux de lavage seront recyclés en méthanisation par épandage sur les terres agricoles (dirigés et stockés dans la cuve de stockage du digestat).</p> <p>Les eaux pluviales sont rejetées dans le fossé après passage dans un déboureur / séparateur d'hydrocarbure.</p> <p>Lorsque les casiers sont vides, les eaux pluviales sont dirigées vers le bassin d'infiltration en passant par le séparateur d'hydrocarbures déboureur.</p> <p>Les matières en suspension sont décantées et piégées dans le déboureur. Lorsque les casiers sont pleins, les jus de casiers sont renvoyés dans la cuve de stockage du digestats.</p> <p>PJ15 : Fiche technique séparateur d'hydrocarbures</p>
Article 38 (rejets des eaux pluviales)	Indication du milieu dans lequel les eaux pluviales sont rejetées Plan des réseaux et des dispositifs de traitement et note justifiant les dimensionnement	<p>Tous les casiers existants sont bétonnés et sont réalisés de sorte que les jus d'écoulements puissent être collectés. Ils sont ensuite traités par méthanisation.</p> <p>Lorsque les casiers sont vides, les eaux pluviales collectées (eau de ruissellement) sont envoyées après passage par un bac décanteur déshuileur, vers un bassin d'infiltration. Les niveaux du bac décanteur-déshuileur sont contrôlés dans le cadre du plan de maintenance pour assurer sa fonctionnalité.</p>
Article 39 (eaux souterraines)	Aucune	-
Article 40 (VLE - généralités)	Aucune	-
Article 41 (débit, température et pH)	Préciser le débit max. des rejets, la température de rejet, si le rejet se fait dans le milieu naturel ou en STEP Note justifiant le respect du critère de rejet si rejet au milieu naturel Si le critère de température du milieu naturel ne peut pas être respecté, l'exploitant doit justifier que les eaux dans laquelle les rejets se font ne sont pas salinomiques (données disponibles auprès de la préfecture)	<p>Les eaux pluviales recueillies dans le bassin des eaux propres sont rejetées dans le milieu naturel. Hormis le passage par le séparateur hydrocarbures pour les eaux pluviales de voiries, les eaux n'ont subi aucun traitement et ne sont pas utilisées pour les besoins du site.</p> <p>Les eaux rejetées ont une température inférieure à 30°C et un pH compris entre 5,5 et 8,5.</p> <p>A l'exception des eaux pluviales, il n'y a pas de rejet au milieu naturel.</p>
Articles 42 (VLE – milieu naturel), 43	Préciser les flux journaliers rejetés en fournissant pour chaque rejet, le débit associé ainsi que la VLE imposée et le	<p>Les jus et les eaux de lavage seront collectés par un réseau indépendant et envoyés dans la cuve liquide en vue d'une intégration dans le processus de méthanisation.</p> <p>L'installation ne rejette pas d'eaux résiduelles.</p> <p>Aucun effluent lié au process de méthanisation ne sera rejetée au milieu naturel.</p>

(raccordement à une station d'épuration), 44

flux de chaque polluant et le traitement prévu.

Les jus et eaux de lavage seront recyclés en méthanisation.
Les eaux pluviales propres seront rejetées dans le fossé.

A l'exception des eaux pluviales, il n'y a pas de rejet au milieu naturel
La méthanisation et le stockage de digestat liquide seront faits dans une cuve étanche.
Toutes les cuves seront équipées de détecteur de niveau. Ces détecteurs permettront de donner l'alerte et d'arrêter les pompes d'alimentation si un niveau de liquide anormal est détecté.

La rétention est assurée par une fosse bordée de merlons. En cas de fuites, l'ensemble des effluents peuvent être contenus dans cette rétention.

Prescriptions	Justifications à apporter dans le dossier de demande d'enregistrement	
Article 45 (eaux pluviales)	Aucune	-
Article 46 (installation de traitement et installation de pré-traitement)	Description des installations de traitement et/ou des installations de pré-traitement et présentation du programme de surveillance des installations de traitement et /ou des installations de pré-traitement Nécessité et type de traitement des hydrocarbures	Le prétraitement des eaux pluviales de voiries est réalisé par un séparateur hydrocarbure placé avant le bassin de collecte des eaux propres. Les eaux de toitures ne transitent pas par ce séparateur.
Article 47 (épandage)	Aucune	-
Article 48 (principes généraux sur l'air)	Plan et note descriptive des dispositions prises pour le captage des poussières et gaz et le stockage des produits pulvérulents. Si ces dispositions ne sont pas nécessaires note le justifiant	Les matières premières sont stockées sur une zone de stockage dédiée ouverte et donc ventilée en permanence. Aucun stockage de produits pulvérulents n'est prévu sur le site. Pour prévenir les éventuels envois de poussières et matières diverses, les abords de la zone de réception seront convenablement nettoyés. Les aires de circulation, les casiers et les abords du site sont en macadam, ce qui facilite le nettoyage. Depuis l'entrée du site, les accès sont en macadam. De ce fait, la circulation des engins engendrera peu de poussières.
Article 49 (points de rejets)	Plan des points de rejet, s'il y a lieu	Les rejets atmosphériques sont constitués de : Cheminée de la chaufferie.
Article 50 (points de mesures)	Plan des points de mesures, s'il y a lieu	Les points de mesure sont situés sur les conduites de rejet. La chaudière à un conduit horizontal puis l'évacuation (en hauteur) des fumées. Le point de mesure est réalisé sur la partie horizontale. Il y'a 1 seul point de mesure.
Article 51 (hauteur de cheminée)	Plan et note de calcul des hauteurs de cheminée	PJ16 : Point de mesure des fumées Pour une installation dont la puissance est inférieure ou égale à 2 MWth, la hauteur minimale du débouché à l'air libre de la cheminée d'évacuation des gaz de combustion doit dépasser d'au moins 3 mètres le point le plus haut de la toiture surmontant l'installation. Est considéré comme un obstacle tout objet naturel ou artificiel vu depuis la cheminée considérée sous un angle supérieur à 15° dans le plan horizontal. Les éléments hauts qui entourent la cheminée (zone de stockage digestat) sont vus depuis la cheminée sous un angle inférieur à 15°. La cheminée n'est donc entourée d'aucun obstacle.
Article 52 (vitesse d'éjection des gaz)	Vitesse d'éjection des gaz pour chaque appareil	La vitesse d'éjection des gaz est d'au moins 8 m/s suivant les préconisations du fabricant.
Article 53 (combustibles utilisés)	Aucune	Le combustible utilisé pour la chaudière sera le biogaz produit sur site.
Article 54 (état du milieu)	Aucun	Les habitations les plus proches sont situées à plus de 250 mètres de la chaudière. Le combustible utilisé sera le biométhane produit sur site, comparable au gaz naturel. Les installations de combustion présentent une puissance limitée (chaudière 250 KW) et leur utilisation sera limitée aux stricts besoins de chauffage des installations (pas de valorisation de l'électricité produite par une cogénération). Par conséquent l'exploitant estime que les rejets de ses installations de combustion n'auront pas d'impacts sur la population, la faune, la flore et sur l'environnement en général.
Article 55 (conditions de rejet)	Aucun	Les rejets de la chaudière seront entièrement canalisés. Le constructeur garantit des rejets conformes aux valeurs limites d'émission définies par cet article.
Article 56 (méthodes de mesure)	Détermination des flux canalisés + diffus Justification de la compatibilité avec l'état du milieu	

Article 56 (VLE)	<p>Préciser le débit max. à chaque émissaire, ainsi que la VLE imposée et le flux de chaque polluant et le traitement prévu.</p>	<p>Compte tenu de l'éloignement des tiers, de la faible densité de population autour du site, de la puissance de 250kW de la chaudière, de la qualité et de la faible quantité du gaz consommé, et par comparaison avec des installations similaires pour lesquelles une évaluation des risques sanitaires a été réalisée (source Impact et Environnement), ces valeurs de rejet sont compatibles avec le milieu environnant.</p> <p>L'appareil sur le site susceptible de rejeter des particules gazeuses dans l'atmosphère est la chaudière. Le capteur d'analyse des fumées rejetées mesure : O₂/CO/NO/Nox/CO₂.</p> <p>Après projet la chaudière est inchangée, il n'y a pas d'augmentation des flux canalisés, malgré le volume des intrants en augmentation. 1 flux canalisé. Mettre la copie des mesures réalisées actuellement.</p>	 <div>Mesures sur la chaudière</div>
Article 57 (odeurs)	Description des dispositions pour limiter les odeurs, si nécessaire	<p>La méthanisation en elle-même, lorsqu'elle est réalisée dans le cadre des bonnes pratiques, ne génère pas d'odeur car elle s'effectue en anaérobie. Quelle que soit la biomasse en entrée, le phénomène de méthanisation détruit toutes les molécules odorantes si bien que le digestat ne présente pas d'odeur.</p> <p>Le premier voisin est situé à plus de 250 mètres de l'unité de méthanisation, ce qui limite les risques. Egalement, les produits entrants ne sont pas à risques : Matières végétales types paille, pulpes surpressées, ensilage, issus de céréale : ce sont aussi des matières pouvant être stockées sur des exploitations agricoles sur dalle bétonnée, avec des distances d'éloignement modérées ; Les casiers sont couverts par une bâche ; Avec le projet, les quantités de matières végétales traitées seront plus importante. Les rotations de chargement de la trémie d'incorporation seront plus régulières et donc les matières moins longtemps stockées sur site (plus vite traité par l'unité de méthanisation). Il y'aura donc moins de risque de fermentation et par conséquent une absence d'augmentation des odeurs dû au projet.</p> <p>Les digesteurs et post-digesteur sont étanches et n'émettent pas d'odeurs. Le biogaz est traité pour limiter le taux d'H2S avant son injection, limitant aussi les odeurs type « œufs pourris » liées au soufre.</p> <p>L'installation est déjà existante et traitera les mêmes produits qu'actuellement. A ce jour, il n'y a pas de plainte avérée du fait du fonctionnement de l'installation.</p> <p>Les produits finis (digestat) ne seront pas ou peu odorants : leur stockage ne génèrera donc pas de nuisances. Ils seront similaires au digestat actuel.</p> <p>Par conséquent le projet n'est pas susceptible d'entraîner une augmentation significative des nuisances odorantes ; compte tenu de ces éléments et de la distance avec les premières habitations, il n'a pas été réalisé d'état initial des odeurs.</p> <p>La chaudière et ses gaz de combustion ne génèrent pas d'odeurs.</p>	
Article 58 (émissions dans le sol)	Justification relative à l'absence de rejets directs dans le sol	<p>L'installation ne procédera à aucune émission d'aucune sorte dans les sols. Il n'y a aucune émission dans les sols. Les gaz de combustion sont rejetés dans l'atmosphère. Les installations de combustion sont implantées dans des locaux étanches et ne génèrent aucun effluent.</p> <p>Le matériel utilisé sur place est à l'origine de bruits potentiels, sur deux activités :</p> <p>Le chargement des matières solides avec un manitou (bruit potentiel 72 dB(A) à proximité immédiate), sur la durée d'une à deux heures tous les deux à trois jours selon la ration du méthaniseur, et en période d'urne (de 7 heures à 22 heures). L'atténuation du bruit par la distance (formule de Zouboff) donne un bruit résultant de moins de 70 dB(A) à 2 mètres du chargeur, distances respectées par rapport à la limite de propriété. <u>Le niveau de bruit maximal de 70 dB(A) en limite de propriété sera respecté.</u></p> <p>Le local d'installation de purification. La principale source de bruit est le compresseur de l'unité de purification. Il est conteneurisé afin de respecter la norme de 60 dB(A) (minimum pour la période de nuit). Ce bruit ne se cumule pas avec le précédent, le local d'installation de purification étant situé à 70 mètres de la trémie d'incorporation.</p> <p>La chaudière ne produit pas de vibration ressentie. Elle est posée dans un container.</p> <p>Aucune installation ne génèrera de vibrations susceptibles de constituer une nuisance pour le</p>	
Article 59 (bruits et vibrations)	Description des dispositions pour limiter le bruit et les vibrations		 <div>Container chaudière</div>

	<p>voisinage compte tenu de la distance d'éloignement.</p> <p>La chaudière fait peu de bruit, notamment en raison de sa puissance modérée (250 kW). La chaufferie est distante d'au moins 10 m des limites de propriété. Le tiers le plus proche est situé à plus de 250 m de la chaufferie.</p> <p>Ces éléments de maîtrise de la technologie, de maîtrise du bâti et d'éloignement des limites du site et des tiers permettront à la société de respecter les valeurs seuils de l'article 59.</p> <p>La réglementation prévoit que les émissions sonores de l'installation ne soient pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée (soit les habitations des tiers, les secteurs destinés à la construction dans les PLU ...) d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles suivantes :</p> <table><tr><th>NIVEAU DE BRUIT AMBIANT</th><th>EMERGENCE ADMISSIBLE pour la période de 7 heures à 22 heures sauf dimanches et jours fériés</th><th>EMERGENCE ADMISSIBLE pour la période de 22 heures à 7 heures, ainsi que pour les dimanches et jours fériés</th></tr><tr><td>Supérieur à 35 dB(A) et inférieur à 45 dB(A)</td><td>6 dB(A)</td><td>4 dB(A)</td></tr><tr><td>Supérieur à 45 dB(A)</td><td>5 dB(A)</td><td>3 dB(A)</td></tr></table> <p>Hors, le premier voisin (et la première zone à émergence réglementée) est à plus de 250 mètres. Un bruit de 70 dB(A) est suffisamment atténué par une telle distance et se fond dans l'ambiance sonore résiduelle ; en théorie, il n'y aura donc pas d'émergence produite par l'exploitation de l'installation de méthanisation dans les zones à émergence réglementée.</p> <p>L'installation de méthanisation fonctionne actuellement sous le régime de déclaration. Aucune plainte ou nuisance n'a été révélée à ce jour par des tiers. Les exploitants veillent à la bonne gestion du site et la limitation au maximum des potentielles nuisances. Une campagne de mesure sera réalisée au cours de la 1ère année de démarrage des installations.</p> <p>Suivi des émissions sonores :</p> <p>Réalisation de mesures tous les 3 ans, dont une première campagne de mesures dans l'année qui suit le démarrage des installations :</p> <ul style="list-style-type: none">- mesures de jour et de nuit en limite de propriété- mesures de jour et de nuit au niveau des tiers les plus proches <p>Les mesures seront réalisées selon la méthode dite d'expertise, d'après les indications de l'arrêté du 23/01/1997.</p> <p>Ces mesures seront effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.</p>	NIVEAU DE BRUIT AMBIANT	EMERGENCE ADMISSIBLE pour la période de 7 heures à 22 heures sauf dimanches et jours fériés	EMERGENCE ADMISSIBLE pour la période de 22 heures à 7 heures, ainsi que pour les dimanches et jours fériés	Supérieur à 35 dB(A) et inférieur à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)	Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)
NIVEAU DE BRUIT AMBIANT	EMERGENCE ADMISSIBLE pour la période de 7 heures à 22 heures sauf dimanches et jours fériés	EMERGENCE ADMISSIBLE pour la période de 22 heures à 7 heures, ainsi que pour les dimanches et jours fériés								
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)								
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)								

Prescriptions	Justifications à apporter dans le dossier de demande d'enregistrement																
Articles 60, 61 et 62 (déchets)	<div>Note décrivant le type, la nature, la quantité et le mode de traitement hors site des déchets produits, un tableau de ce type est fourni :</div> <table><tr><th>Type de déchets</th><th>Codes des déchets (article R 541-8 du code de l'environnement)</th><th>Nature des déchets</th><th>Production totale (tonnage maximal annuel)</th><th>Mode de traitement hors site</th></tr><tr><td>Déchets non dangereux</td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td>Déchets dangereux</td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr></table> <div>Note sur la capacité de stockage existante et évaluation des capacités de stockage complémentaires à mettre en œuvre en cas de risque de dépassement des capacités de stockage (points b et h de l'annexe I), s'il y a lieu</div>	Type de déchets	Codes des déchets (article R 541-8 du code de l'environnement)	Nature des déchets	Production totale (tonnage maximal annuel)	Mode de traitement hors site	Déchets non dangereux					Déchets dangereux					<p>Il n'y a pas de traitement de déchets dangereux sur le site. Les intrants sont composés de matières végétales. Les déchets provenant de l'installation (bâches, plastiques...) sont gérés par les filières agréées.</p> <p>En terme de stockage, il n'y en a peu réalisé sur site. Les petits stockage d'huile (entretien courant de petit matériel : pompes) fait sur place sont sur cuvettes de rétention à l'intérieur d'un local fermé à clef.</p> <p>Dans les casiers ne seront stockés que des matières végétales destinés à l'unité de méthanisation (ensilage de maïs, pulpes de betteraves, escourgeon ensilé CIVE, issus de céréale, déchets d'oignon, déchets de pommes de terre). Il ne s'agit pas de produits dangereux.</p> <p>En fonctionnement normal, les seuls déchets produits par l'installation sont (entre parenthèses, la classification des déchets codifiée par l'article R541-8 du code de l'environnement) :</p> <p>lors de réalisation de maintenance, des chiffons souillés (graisses, huiles...) et huiles usagées (matériel roulant) (rubrique 13 01 et 13-02) / déchets dangereux stockés en fûts entreposés à l'abri et récupérés par la Société CHIMIREC-VALRECOISE, 60130 Saint Just en Chaussée ;</p> <p>plastiques agricoles usagés (rubrique 15 01 02) / déchets non dangereux : ils sont stockés à l'abri des intempéries : Bâches d'ensilage. Ces plastiques font l'objet d'une collecte annuelle organisée par la Chambre d'Agriculture et ses partenaires, pour laquelle les dates et modalités sont relayées auprès des professionnels (presse agricole ...).</p> <p>Déchets provenant de la purification du transport du gaz naturel (rubrique 05 07 99) Charbon actif est régénéré par le fournisseur.</p> <p>En tout état de cause, aucun déchet ne sera abandonné, enfoui ou brûlé. Ainsi, ces déchets ne constituent pas des agents dangereux pour les populations.</p> <p>Le digestat sera valorisé en plan d'épandage.</p> <p>La production de digestat est estimée à 16 872 m³ bruts soit 18 830 m³ avec les eaux pluviales des casiers, soit 941,5 tonnes de matière sèche. Dilution pour une partie du digestat par les eaux pluviales de la fosse géomembrane d'un volume estimé à 794 m³/an. Entreposage fixe existant 12 815 m³ utiles dont 4 815 m³ utiles en cuve béton couverte et 8 000 m³ utiles en géomembrane découverte. La capacité de stockage sera de 7,8 mois.</p> <p>Les déchets d'emballage et ordures ménagères sont entreposés dans les locaux.</p> <p>Il n'est pour l'instant pas prévu de bennes ou containers extérieurs pour le stockage des déchets, étant donné les faibles quantités produites.</p> <p>L'évacuation est réalisée régulièrement (plusieurs fois par an), pour ne pas accumuler les déchets sur le site.</p>
Type de déchets	Codes des déchets (article R 541-8 du code de l'environnement)	Nature des déchets	Production totale (tonnage maximal annuel)	Mode de traitement hors site													
Déchets non dangereux																	
Déchets dangereux																	
Article 63 (programme de surveillance)	Modalités du programme de surveillance	Réalisation d'une mesure annuelle portant sur les paramètres ciblés à l'article 56. Les mesures seront effectuées par un organisme agréé par le ministre en charge des installations classées.															
Article 64 (entretien)	Justification des équipements	<p>Le biométhane est composé à 99% de CH4. Les rejets comporteront très peu de polluants (Hors CO2).</p> <p>Afin de limiter les risques liés à l'utilisation de la chaudière, certaines mesures seront prises. A titre d'exemple nous pouvons citer les mesures suivantes :</p> <p>Système de verrouillage sur les commandes pouvant être manipulées par erreur,</p> <p>Contrôle régulier de l'étanchéité des différents organes sous pression (pour le biogaz), des instruments de mesures ainsi que des équipements de sécurité, suivant un planning de maintenance</p> <p>Contrôle périodique de la composition des fumées,</p> <p>Sensibilisation des personnes assurant l'exploitation du site sur les actions à mener en cas de situation d'urgence</p>															
Article 65 (mesures émissions dans l'air)	Flux pour chaque polluant	<p>Les rejets de la chaudière seront entièrement canalisés.</p> <p>Le constructeur garantit des rejets conformes aux valeurs limites d'émission définis par cet article.</p> <p>Compte tenu de l'éloignement des tiers, de la faible densité de population autour du site, de la puissance de 250kW de la chaudière, de la qualité et de la faible quantité du gaz consommé, et par comparaison avec des installations similaires pour lesquelles une évaluation des risques sanitaires a été réalisée (source Impact et Environnement), ces valeurs de rejet sont compatibles avec le milieu environnant.</p>															

		<p>L'appareil de combustion, sur le site susceptible de rejeter des polluants dans l'atmosphère est la torchère. Sur le site ont été mesuré : O2/CO/NO/Nox/CO2.</p> <p>Un premier contrôle des émissions dans l'air sera fait six mois après le démarrage de l'installation, sur l'ensemble des paramètres visés par l'article 65 de l'arrêté du 8/12/2011) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - débit ; - poussières totales ; - monoxyde de carbone ; - oxydes de soufre ; - oxydes d'azote ; - chlorure d'hydrogène et autres composés inorganiques du chlore ; - fluor et composés du fluor ; - formaldéhyde ; - ammoniac. <p>Les mesures seront effectuées par un organisme agréé par le ministre en charge des installations classées choisi en accord avec l'inspection des installations classées.</p> <p>Il est prévu par la réglementation que certains paramètres puissent ne pas être analysés s'ils ne sont pas susceptibles d'être générés par le process (ce qui dépend directement des intrants). Aussi, les contrôles qui seront réalisés par la suite annuellement sur ces émissions le seront sur la base d'une liste restreinte, issue d'un croisement entre les intrants et les résultats de la première analyse.</p>
Article 66 (mesures émissions dans l'eau)	Flux pour chaque polluant	<p>L'installation ne rejette pas d'eaux résiduaires.</p> <p>Aucun effluent lié au process de méthanisation ne sera rejetée au milieu naturel.</p> <p>Les jus et eaux de lavage seront recyclés en méthanisation.</p> <p>Les eaux pluviales propres seront rejetées dans le fossé.</p> <p>A l'exception des eaux pluviales, il n'y a pas de rejet au milieu naturel.</p> <p>La méthanisation et le stockage de digestat liquide seront faits dans une cuve étanche.</p> <p>Toutes les cuves seront équipées de détecteur de niveau. Ces détections permettront de donner l'alerte et d'arrêter les pompes d'alimentation si un niveau de liquide anormal est détecté.</p> <p>La rétention est assurée par une fosse bordée de merlons. En cas de fuites, l'ensemble des effluents peuvent être contenus dans cette rétention.</p> <p>L'installation ne rejette pas d'eaux résiduaires. Aucun effluent lié au process de méthanisation ne sera rejetée au milieu naturel. Les jus et eaux de lavage seront recyclés en méthanisation. A l'exception des eaux pluviales, il n'y a pas de rejet au milieu naturel.</p> <p>En conséquence, il n'est pas programmé de surveillance annuelle des polluants rejetés.</p>
Article 67 (exécution)	Aucune	-